

Histoire des principaux partis politiques du Canada

Le 22 mai, date des élections générales fédérales, arrive à grands pas et les candidats intensifient leur campagne et essaient de gagner l'appui des électeurs encore indécis.

Des sondages récents sur la popularité des deux principaux partis, le Parti libéral et le Parti progressiste conservateur, révèlent qu'il y a peu de différence, la marge n'étant parfois que de 1 p.c.

L'histoire des partis politiques du Canada est décrite dans un document préparé par M. Robert Jackson, président du département de science politique à l'Université Carleton d'Ottawa. Tandis que se rapproche la date fatidique et que monte la fièvre électorale, Hebdo Canada publie dans ce numéro un extrait du document consacré au Parti conservateur et au Parti libéral. La semaine prochaine sera présenté un second extrait consacré au Nouveau Parti démocratique et au Parti du crédit social.

Les idées exprimées n'engagent que l'auteur.

Le Parti progressiste conservateur

Le Parti progressiste conservateur, le plus ancien, remonte à 1854 alors que John A. MacDonald parvint à créer une alliance entre libéraux et conservateurs en unissant les financiers et industriels de l'État aux conservateurs canadiens-français et aux Tories de l'Ontario. L'objectif visé était de réaliser la Confédération, puis de mettre en oeuvre une politique nationale qui favoriserait l'unité et l'essor du pays par la création d'un chemin de fer national et le développement de l'industrie et du commerce. Le maintien du lien britannique et l'établissement de tarifs douaniers relativement élevés constituaient le fondement de la politique du parti.

Les Canadiens français étaient naturellement méfiants à l'égard des conservateurs, qui restaient liés à de puissants intérêts britanniques. L'exécution en 1885 de Louis Riel, chef des métis francophones de l'Ouest canadien qui avait pris la tête d'un mouvement insurrectionnel, puis la conscription, en 1917, portèrent une nouvelle atteinte à la popularité du parti dans la province française. Élu premier ministre conservateur en 1911, Robert Borden fut reporté au pouvoir en 1917 comme chef d'un gouvernement d'union, coalition des conservateurs et des libéraux de langue anglaise.

Ni Arthur Meighen, ni son successeur, R.B. Bennett, ne surent regagner la faveur des Québécois et, peu après 1920, les effectifs du parti se concentrèrent rapidement en Ontario. L'Ouest, qui n'avait pas de longue tradition partisane, constitua l'éphémère Parti progressiste favorable aux classes laborieuses et paysannes; ce parti mina les assises des conservateurs dans les Prairies. De nouveau au pouvoir

pendant les pires années de la crise économique (1930-1935), les conservateurs furent voués à de nouveaux revers.

En 1942, ils tentèrent de rallier leurs forces en choisissant pour chef un progressiste, John Bracken, premier ministre du Manitoba. Le parti prit alors le nom de Parti progressiste conservateur, mais il ne regagna le terrain perdu qu'en 1957 alors qu'un autre leader de l'Ouest, John G. Diefenbaker, fit élire un gouvernement minoritaire, prélude à une éclatante victoire l'année suivante. Cette fois, le parti remporta non seulement le vote de l'Ouest, mais 50 sièges au Québec. Victoire éphémère, cependant, puisque les élections de 1963 virent la défaite des conservateurs.

Robert Stanfield succéda à John Diefenbaker sans cependant faire l'unanimité et des factions créées dans le parti ébranlèrent les organisations locales. M. Stanfield ne parvint pas à rétablir l'unité ni à remonter la pente au Québec: en 1972, son parti remporta 18 p.c. du vote populaire mais seulement deux des 74 sièges de la province. Il perdit encore les élections de 1974 après avoir fait campagne en faveur du contrôle des prix et salaires, contrôle qui fut pourtant imposé l'année suivante par ses adversaires. En 1976, lors d'un congrès à la direction du parti, Joe Clark, un Albertain âgé de 36 ans, succéda à M. Stanfield.

La désaffection des Canadiens français a été le grand facteur du recul des conservateurs au XXe siècle. Le Québec, qui est au second rang des provinces par la population et la seule à prédominance française et catholique, vote presque toujours en bloc, de sorte qu'il est pratiquement impossible pour un parti de prendre

le pouvoir sans son appui. Depuis 1891, le Parti conservateur n'a remporté qu'une fois, en 1958, une majorité des sièges québécois dans une élection fédérale.

Le défi qui se pose actuellement au parti est de consolider son assise électorale au Québec afin de restaurer son caractère national, ou de s'assurer presque tous les sièges dans les neuf autres provinces.

Le Parti libéral

Le Parti libéral a mis beaucoup plus de temps que le Parti conservateur à s'affirmer sur le plan national. L'opposition au premier gouvernement de John A. MacDonald se composait des Clear Grits de l'Ontario, des "Rouges" du Québec et des opposants à la Confédération de la Nouvelle-Écosse. Les libéraux passaient généralement pour être plus égalitaires et prolétariens que les conservateurs, et pour favoriser l'action gouvernementale comme moyen de corriger les inégalités. Mais c'est sous la direction de Wilfrid Laurier que la formation connut une véritable unité. Élu chef du Parti libéral en 1887, il le transforma en un parti national au cours des 15 années pendant lesquelles il fut premier ministre (1896-1911).

La coalition libérale fut temporairement démantelée après la crise de la conscription et l'élection du gouvernement d'union en 1917. Mais, dès 1921, William Lyon Mackenzie King prit la direction du parti et en fit la puissante formation qui, sauf pour de brèves éclipses, domine la scène fédérale depuis le début du siècle. De tous les premiers ministres King est celui qui s'est maintenu le plus longtemps au pouvoir: 21 ans et cinq mois (1921-1930, 1935-1948). Sous sa direction, les libéraux tentèrent de se concilier les protestataires de l'Ouest en s'alliant aux progressistes, alliance qui fut dissoute lorsque ces derniers s'unirent aux conservateurs. Sous Louis St-Laurent (défait en 1957 par John Diefenbaker) et son successeur, Lester Pearson (chef du parti de 1957 à 1968 et premier ministre de 1963 à 1968), les libéraux répondirent avec plus ou moins de succès aux aspirations du Québec.

En 1968, un nouveau venu dans la politique fédérale, Pierre-Elliott Trudeau, âgé de 48 ans, prit la direction des libéraux et les conduisit à trois victoires électorales. Aux élections de 1974, le Québec était encore le château fort du parti, qui connut des revers en Colombie-Britannique et, surtout, dans les Prairies